

L'Histoire et son usage

Entre le sens et la conscience, l'énigme des Archives

History and its Use

Between Meaning and Consciousness, the Enigma of the Archives

Amrane DJOUDI

Auteur correspondant, Université Badji Mokhtar – Annaba (Algérie),
amranedjoudi@yahoo.fr

Soumission : 14.07.2024 – Acceptation : 20.02.2025 – Publication : 26.09.2025

Résumé — L'historicité est une notion confuse qui trace un trajet linéaire dans l'histoire et un changement de mentalité. Elle n'est pas proprement historique, mais plutôt un mode de civilisation qui rejette la dimension des pratiques traditionnelles, culturelles, etc.

D'un point de vue théorique, la production historique n'est ni un concept sociologique ni un concept philosophique, mais elle se manifeste dans des domaines pratiques tels que l'histoire humaine et l'histoire du sang. Elle se réalise à travers les croyances religieuses et les spiritualités des partis qui ne doivent plus intervenir dans le développement de la pensée. Cette idéologie est le résultat d'un long processus amorcé par le dogmatisme de la rationalité qui proclame : « *tout est matérialisme* ».

Mots-clés : *historicité, idéologie, pédagogie, médias, humanisme.*

Abstract — The notion of historicity is confusing, as it traces a linear path through history and a change in mentality. It is not strictly historical, but rather a mode of civilisation that rejects traditional practices and cultural norms.

From a theoretical perspective, historical production is neither a sociological nor a philosophical concept; rather, it manifests itself in practical domains such as human and blood history. It is realised through the religious beliefs and spiritualities of parties that should no longer influence the development of thought. This ideology is the result of a long process initiated by the dogmatism of rationality, which proclaims, “*Everything is materialism*”.

Keywords : *Historicity, Ideology, Pedagogy, Media, Humanism.*

Introduction

L'historien examine les arguments susceptibles de démontrer un fait historique en s'appuyant sur des bases méthodologiques. S'il constate qu'aucun ne résiste à l'analyse, il conclut qu'il n'est pas non plus possible de prouver l'inexistence des archives. Face à cette difficulté, que l'on retrouve notamment dans les réflexions cartésiennes et kantienne, la question de la méthode surgit :

— « Quelle attitude adopter ? »

Face à ce dilemme, l'auteur évoque *une mélodie à jamais secrète* provenant de l'univers (Trinh Xuan Thuan), qu'il relie à la dimension du sens et de l'espérance. Cette dernière constitue la condition de possibilité de la quête du savoir, un élan amoureux guidé par l'énigme de l'univers. Il conclut son ouvrage par ces mots :

« Mais est-ce une raison pour se décourager, pour abandonner la quête ? Je ne le crois pas. L'homme ne pourra jamais échapper à ce besoin urgent d'organiser le monde extérieur en un schéma cohérent et unifié » (Trinh Xuan Thuan, p. 169).

Après les archives, l'idéologie continuera de créer d'autres productions instrumentalisées, qui se rapprocheront toujours plus d'une décision déterminante dans la société sans jamais l'atteindre, tout en éclairant et en magnifiant sa domination. Si la question de la séparation originelle est liée à notre conception du phénomène historique et à l'analyse qui l'accompagne, la question finale est de savoir comment le système se positionnera par rapport aux écrits qui formalisent la vie des générations passées. Il est lui-même le fruit de la volonté des générations actuelles, capables de concevoir, mais non de résoudre.

— Quelle sera sa stratégie de vie pour les générations futures ?

Quoi qu'il en soit, il apparaît clairement, au terme de la praxis sociale, que la grande majorité du corps enseignant incarne le système. Bien que de nombreux points restent à aborder et doivent faire l'objet de véritables analyses encore à élucider, je pense, après une appréciation froide et impartiale, que l'opinion défendue par la plupart des enseignants (surtout universitaires), selon laquelle chaque analyse serait une création purement politicienne, est absolument pragmatique.

Le pouvoir, plus radical au sens traditionnel, développait des idées similaires dans l'ensemble de sa domination, que l'enseignant d'histoire propageait également. Ces idées ont fini par atteindre les universités d'extrême gauche. L'influence du discours officiel a finalement souligné la divergence des analyses des faits historiques jusqu'à la convergence de ses propres intérêts : la tendance à un accord provisoire et à l'unification des manifestations médiatiques pour des gains politiques et narcissiques.

Ces actions se prêtent parfaitement à une centralisation, et plus encore, à une centralisation économique entre les mains d'un pouvoir rigoureusement centralisé. Il existe un collectivisme décentralisateur, qui était notamment celui des personnes qui protestent sans relâche contre la vie des nations. Parallèlement à ces lois centralisatrices, une stratégie d'enseignement a constamment évolué, ciblant l'enseignant et la matière à enseigner.

Outre les influences déjà mentionnées, inscrites dans chaque niveau du cursus scolaire et universitaire, le contexte sociopolitique était commenté par correspondance et par conférence. Il faut donc se demander comment celui-ci est réceptif à la quête fondamentale de la recherche et aux objectifs de l'enseignement.

1. Le rond-point de la pédagogie

Ce relativisme quant à la source référentielle ne repose pas sur des mécanismes pédagogiques, mais il est en conflit avec le discours officiel du système. Cela pose un problème de lecture des phénomènes historiques. On est convaincu que les interprétations appartenant à ce que nous appelons les archives découlent directement d'une autre idéologie. On est également convaincu que la manière d'enseigner un fait historique a joué un rôle majeur dans la modification des compréhensions du vécu social, même si d'autres facteurs y ont participé.

Je suis pleinement convaincu que les idées pourraient être dangereuses, car elles apparaissent dans un contexte sociopolitique comme la modalité essentielle d'une variété reconvenue comme unique. Autrement dit, une fonction s'insinue d'emblée dans l'ordre politique. Il s'agit plutôt d'une succession de réactions « chimiques » qui mènent à des situations irréversibles et à de nouvelles propriétés. Tout cela construit une histoire dont nous sommes le résultat et que nous retraçons. Nous la trouvons unique, car c'est la nôtre (Yves Coppens, 1996).

Sans aucun doute, la raison, le droit politique et les intérêts publics conspirent en faveur de telles pensées. Ce face-à-face caractérise une situation dont le citoyen est la principale victime.

- Qui consommera alors le contexte historique ?
- Qui rendra la raison tangible, palpable et l'intérêt vivant ?
- Qui s'intéressera passionnément à ces questions ? Qui a l'autorité de valider une analyse et d'en rejeter une autre ?

Il n'est donc pas audacieux de rattacher à cette centralisation du fait historique une réflexion de premier ordre où la politique d'ensemble se montre irrévocable, tout en ayant des personnes qui défendent la décentralisation. Sa justification se trouve dans l'immobilisme des livres, qui reflètent les ambivalences d'une société personnalisée et d'une morale subjective rigoureusement enchaînée. Sortis de cette vieille politique conflictuelle avec la tutelle pédagogique, les citoyens sont invités à s'exprimer librement sur la question de l'histoire et son inclusion dans les processus démocratiques.

Il faudrait un nouveau contrat social, une nouvelle image d'une société équilibrée face à des radicalités douteuses, propagées par un journalisme médiocre et des médias manipulés. Il était courant que les volumes soient chargés de fabriquer des signes et des images selon la conception de l'organe social dominant. Cela mène au suicide d'un discours citoyen capable de s'adapter aux lois du milieu social, une sorte d'énergie nationale qui se concrétise institutionnellement, car la loi est le seul moyen par lequel les libertés peuvent s'exprimer. Toutes les initiatives discutent de l'héritage de la patrie, loin des thèses et des antithèses centralistes.

Derrière la conception de l'histoire se profile la grande contestation de l'époque actuelle : *le débat avec la mondialisation et les effets de la centralisation*. La pensée des axiomes fermés se réfère rarement à l'humanisme. Rien ne permettra de mieux comprendre ses stratégies que ses actions sur le terrain, car c'est ici que l'intensité est la plus forte pour réduire la réalité à des slogans et des discours embellis. À un moment donné, ces derniers ne sont ni histoire ni interprétation historique. Partout ailleurs, leur éducation a supprimé la conscience nationale, car il y a l'intention de créer un nouveau public enclin de quitter son identité et de se fondre dans la foule confuse de l'aristocratie intellectuelle.

L'art, la science, la littérature, les pièces de théâtre, les romans, les recueils de vers — toutes les œuvres qui font de nous ce que nous sommes — s'élaborent encore par la puissante machine gouvernementale. Cette attitude a provoqué la faillite des institutions éducatives et économiques en matière de fonctionnement et de planification. Leurs professeurs et leurs ingénieurs n'ont enseigné qu'une patrie abstraite, une morale abstraite, ce qui a abouti à des écoles en ruine, des amphithéâtres paralysés et une réforme sociale toujours attendue.

2. La conscience historique

Dans un discours adressé au peuple allemand, Hegel a déclaré :

« C'est l'idée qui mène l'histoire ».

En termes plus simples, cela signifie que l'histoire n'est valable dans son champ de visibilité que par la liberté des consciences, destinées à s'associer de manière rivale. Le chercheur en histoire n'a pas le droit de défendre les intérêts privés de ses lecteurs, une situation où l'intentionnalité prédomine et devient un lien complexe entre *le sujet épistémique* (le chercheur) et *l'objet de connaissance* (le fait historique). Du moins, cela s'applique aux sujets qui ne concernent ni la défense du territoire ni la sûreté de l'État.

Professant une volonté parfois exclusive de tout nationalisme, l'analyse ne s'embarrasse pas des conséquences sociales, car cela n'éloignait pas les esprits tempérés. L'opposition entre cultures progressives et cultures inertes semble ainsi découler d'une différence de localisation (Lévi-Strauss, 1999). De ce point de vue, le mot « *liberté* » désigne une idée consciente qui dépasse toutes les validations extérieures proposées par les aliénations matérielles et politiques. C'est une liberté que le cogito du Moyen-Âge et de l'époque moderne peut maintenir en vie : « *une liberté de confessions et une confession libre* ». Cette première liberté, bien circonspecte, laissait de côté certaines questions importantes, comme la réorganisation de l'usage des concepts et des expressions dans un contexte adéquat. Le malaise qui affecte aujourd'hui l'histoire ne surprend que par la manière dont il s'explique.

- Dans n'importe quelle recherche académique, qu'est-ce que la conscience libérée ?
- Qu'est-ce qu'une idée libre ?

La réponse à l'invitation de la constitution civile consiste à dire qu'elle ne se trouve pas en pleine adéquation avec la réalité, mais qu'elle doit beaucoup à cette éthique de la conviction. Ce que la liberté signifie dorénavant n'est donc pas un élément déterminant pour l'agir

communicationnel, car elle n'existe que dans la vie intérieure des êtres humains. C'est une existence qui a tendance à s'extérioriser pour se manifester par des actions précises et à s'intérioriser comme une impulsion sans entrave. Néanmoins, contrairement à la liberté d'agir, il existe encore des aspects divers quant à la compatibilité entre la volonté de l'homme et les conditions qui favorisent la liberté. On pourrait alors souligner que la volonté de devenir libre est l'essence même de toute liberté possible.

L'exigence de la liberté dans le comportement humain est donc amplement confirmée. Un être libre est celui qui a la volonté d'échapper à la nécessité. À l'instar de la pensée binaire (partisan, opposant condamné) vouée aux gémonies, l'idéologie prétendait sauver l'unité sociale en écrasant les libertés. Le corps politique sacrifiait les droits personnels et défendait un système communautaire sans limites. D'ailleurs, le même projet de réforme, amendé de manière superficielle, réapparaissait devant le système comme un élément de surveillance (économique, militaire, culturel...).

Il faut attribuer le mérite de ce triomphe idéologique à la forte et persévérante initiative de l'information. Mais il a aussi été secondé par l'opinion publique, qui adhère au discours rhétorique et à la manière de ce matraquage idéologique. La volonté des individus serait indispensable à l'acceptation des besoins et des intérêts matériels et moraux afin qu'ils soient utilisés publiquement. De cette façon, tout le monde peut y adhérer : *individualistes et socialistes, traditionalistes et modernistes*. C'est une sorte de création d'un nouveau domaine public qui sert uniquement à nationaliser les différences.

C'est aussi en s'efforçant d'isoler et de définir la république, en tant que politique sociale, qu'on a voulu la soustraire à des influences primitives. On peut considérer les lois civiles comme une liberté institutionnelle, renvoyant à un certain régime qui se retrouve à un certain degré dans l'adhésion des intéressés. Bien entendu, le postulat est qu'un texte historique formalisant la tradition d'une société ne serait qu'un « *découronnement de la modernité* », car on ne pourrait pas dire « *une modernité historique* », même à titre de provocation. Cette conception laisse entendre que la raison n'existe qu'historiquement et qu'il revient aux sciences humaines d'en étudier les formes (Savidan, 2006). Cependant, ces divers principes se ressemblent en ce qu'ils sont composés d'éléments de l'histoire et jouissent de libertés étendues. La conjecture des faits historiques est donc essentiellement l'une des stratégies doctrinales de l'autonomie ethnique et raciste. Il est clair qu'un rationalisme appliqué au physique et au psychique est le premier partisan des lois qui gouvernent le projet séparatiste. Son principal facteur n'est pas tant la société que les intérêts et les caractères d'ordre économique et historique. En dépassant la nature humaine, l'appareil idéologique a tendance à créer des valeurs parallèles sans être effrayé par le mirage moderniste : *un œcuménisme compatible avec sa logique d'audience*.

3. L'histoire consciente

La compréhension de l'être ne serait plus déterminée par l'existence individuelle, mais par un destin historique. Ce dernier serait dominé par l'histoire de la métaphysique et sa volonté de contrôler l'être, laquelle s'accomplirait dans l'essence de la technique moderne (J. Greisch, 1994). Nous en arrivons à fonder une divergence majeure sur les doctrines philosophiques et politiques les plus opposées.

En s'inspirant de ce principe, on ne peut pas dire que cette contestation est très claire. Aussi pénétrant et violent que fût le génie du système, il a rencontré quelque chose de plus sévère et ingénieux : l'argent qui a créé non pas une démocratie universaliste mais individualiste. Cette démocratie, au fil des siècles, traite les gens selon les maximes d'une certaine politique ostentatoire. Si l'attitude des politiques est l'incarnation consciente de chacun, il s'ensuit que, pour que chacun puisse vivre sa propre histoire en harmonie avec ses pairs, chaque pays doit aussi vivre en harmonie avec les autres. Rien dans leur comportement ne devrait indiquer des concurrences ou des envies ; il faudrait reconsidérer la nécessité de ne pas relativiser l'histoire. Sans chercher à l'individualiser pour atténuer la gravité des passions, il y a une discordance manifeste entre le fait historique (*le passé actualisé en faveur de la rigueur lieu/temps*) et la réalité affective, parfois fragilisée par l'idéologie et l'intention. Cela traduit les effets pervers d'un triple malentendu. La valeur de l'apport historique pour la formation du citoyen, en particulier avec les transformations rapides du monde libéral, s'alimente dans ces occasions par des identifications projectives. Mais cette fois, elle se mêle à l'action politique des centralisateurs (*la domination du « je » et du « nous » affirmatif*).

Cette action est parfois subtilement induite, soit pour renforcer le processus idéologique, soit pour implanter un système de défense susceptible de s'opposer à la réalité historiciste. C'est à partir de ce moment que commence l'intervention de la loi, qui n'est jamais neutre dans les documents : *manuels scolaires, identités culturelles*. Au contraire, elle cherche à créer un modèle de vie dans la société avec ses deux piliers : l'idéologie et la domination.

Il n'y a pas une seule méthode pour savoir. En raison de notre faiblesse, des inexactitudes s'introduisent dans les représentations que nous nous faisons de la réalité. Pour les connaître, il faut utiliser l'imagination, le sentiment et d'autres instruments (Duhem, 1990). De nouveaux slogans qui ne reflètent pas les courants de fond, présentent la dignité, la justice et l'égalité à travers un prisme réfractaire à l'intérêt commun. Certes, dans les dérives comme les génocides, des modérations peuvent exister et être considérées comme des circonstances atténuantes.

De fait, les initiatives de la jurisprudence furent rares, modestes et faibles. Il serait toutefois injuste de déprécier le rôle des modèles humanitaires qui sont censés être véhiculés par la production citoyenne. Pour toute culture humaine et son usage pratique (civilisation), la loi doit se plier aux variétés physiques et morales du pays, ou plutôt en découler. Le soin de développer toutes ces lois a été accusé de timidité, s'étendant même jusqu'à l'exercice d'une puissance qui ferait respecter les textes. L'autorité finale appartient à un groupe déterminé dans la société, car la démocratie est un corollaire politique de tout discours sur la liberté d'agir et la manière de voir les choses. Son action a été de fortement unir les programmes nationaux chargés de la défense et de la préservation des biens d'une partie réputée. Les convictions intimes sont utilisées ici comme un bouclier volatil pour anéantir toute velléité de progrès et de développement. Ces idéologies ne sont pas le droit en soi ; elles ne sont pas le résultat d'une assemblée issue d'institutions officiellement reconnues, ce qui les rendrait plus aptes que les assemblées politiques.

Il faut rappeler le caractère quasi emblématique du projet d'une démocratie historique qui ressent le besoin de réinjecter la lecture des phénomènes dans leur relation avec le cadre sociologique. Les divisions culturelles de la nouvelle société n'ont rien à voir avec les textes

originaux. Les intérêts universitaires, intellectuels et moraux, fournissent les données de cette future division. Le système en place, ainsi constitué, possède avant tout les caractères vifs et passionnés des sociétés civiles. Cette tendance se heurte à la liberté d'expression, qui vise à préciser la nature des rapports entre le pouvoir et le peuple, en modifiant positivement les spécificités de chacun. Elle clarifie les idéologies en tant que ferments de désordre qu'il faut encadrer au maximum. Des autorités diverses ont appuyé des revendications importantes, et de grands collaborateurs se sont jetés dans l'autre extrême, déclarant que les distinctions malhonnêtes ou vaines avaient été introduites comme un privilège réservé à une certaine élite. De fait, certains esprits, nés cosmopolites, osaient se prévaloir du sentiment patriotique, tandis que d'autres, se croyant nationalistes, confondaient l'attachement aux origines avec le racisme.

4. L'histoire et le devenir de l'humanité

On admettra qu'une pensée fondée sur des traces (*écritures, dessins, édifices*) n'est guère satisfaisante si l'avenir ne garantit pas le bien-être de tous les êtres humains. Non seulement les doctrinaires et les politiques, mais aussi tous les acteurs de la société économique et culturelle, ainsi que les orateurs et les conférenciers, discutaient de ce principe. Cela a favorisé l'émergence d'une quête de sens et a ouvert la porte aux enquêtes d'opinion.

Il faut substituer aux cultures d'origine une culture humaine et remplacer l'image de « l'humanité de carrefour », chère à quelques rhéteurs, par l'idée d'une politique réelle. Cette politique serait composée d'éléments non pas contraires ou divisés, mais variés, tolérants et convergents. Ces nuances s'exprimaient dans les intérêts non individuels : tout en rejetant certaines conditions ignorées par le débat politique, le pouvoir jouait sur les émotions de chacun. Par la suite, il prenait la direction d'un champ médiatique habilement conçu pour soulever des questions périphériques. On peut déduire son attitude de ses autres lois. Ces attitudes n'échappent pas à des stratégies de stigmatisation répétées, en particulier lorsqu'elles sont accusées d'instrumentaliser les valeurs humaines à des fins politiques, en les déformant au gré des nécessités. Ainsi, la patrie perdrait les trois quarts de ses forces si elle ne devenait pas la créatrice de ses valeurs et la responsable de ses actes et de son devenir. De grandes crises politiques ont migré vers la sphère sociale. La politisation de la vie sociale est due à l'incapacité de trouver des réponses aux problèmes économiques. D'un autre côté, les conditions d'existence ne sont plus les mêmes qu'il y a quelques années. Le fait que peu de modifications soient survenues à la suite de la cybernétique a une certaine valeur pour ceux qui croient à une loi innée et nécessaire de développement. Cela implique d'analyser toutes les variations et différences individuelles qui peuvent surgir de manière opportune, ce qui ne peut arriver que dans des circonstances favorables. De plus, dans le cas de variations temporaires se manifestant librement, les variétés semblent généralement confinées à des régions bien définies. À ce niveau, la variabilité paraît être de nature isolée, voire défigurée, car il s'agit d'un ensemble de problèmes centralisés dans des régions précises. C'est là que le système attaque de manière virulente ces régions pour garantir l'accord des autres régions, en médiatisant un discours séparatiste au nom d'un nationalisme truqué et d'histoires falsifiées. C'est chez un peuple offensé par leur système, un peuple libre et révolutionnaire, qu'on trouvera une appréciation intelligente et équilibrée de la démocratie. C'est cette conscience

fervente que les politiques attaquent. Pour sa part, le pouvoir fonde ses perspectives socio-économiques sur le discours moral, alors qu'il n'y a aucune morale dans sa vision sociale et économique. Il faut maintenant faire un retour en arrière. On peut attribuer ces mystifications en partie au principe de la corrélation fragilisée par plusieurs facteurs, et en partie à ce qu'on a appelé la variation culturelle, qui est exploitée comme une confrontation (Saintes, 1848).

On peut se demander comment de nombreux points de l'État, historiquement unifiés par une mentalité de rassemblement, en viennent à devenir le résultat de variations successives, légères, qui apparaissent dans différentes parties. Cela relance des revendications et des manifestations fidèles à l'esprit d'origine et de la culture natale. D'après ce que j'ai pu voir des régions distinctes, comme celles qui sont attaquées ou dépassées, elles insistent sur le fait que les politiques locales doivent proposer des modérations et des adaptations qui ne diffèrent pas des caractères isolés sous de nombreux rapports.

Du reste, la meilleure réponse à cette objection est que la loi est générale parce qu'elle règle le droit de la variation dans un organisme général et officiel, au nom de l'intérêt de chaque personne en tant qu'élément d'un ensemble. Les communautés, instrumentalisées dans un but spécial, fournissent les principaux intérêts au moyen de la stratégie politique. Cette politique leur rend leur bien nécessaire comme une variété qui veut vivre côte à côte avec les espèces apparentées. Il faut remonter à l'aspect irrationnel de l'État dans la multitude de ses motivations, qui contraindraient ses variétés à devenir des lois.

Mais rien n'oblige à supposer que toutes les caractéristiques d'un individu soient acceptées et admises. De telles particularités trouveront leur ampleur décisive dans leur fonction sociale. Les modifications les plus frappantes, parfaitement adaptées à un usage donné au service de l'ensemble (*gouverneur et gouverné*), peuvent se transmettre mutuellement et semblent se développer simultanément.

5. Historicisme ou humanisme

Dans sa naïveté grandiose, le pouvoir n'hésite pas à préconiser une lutte patiente de toute transition qui fera évoluer les mentalités afin de faire sien l'idéal humanitaire par conformisme, en faveur de son positivisme. Les conditions objectives de la réalité humaine seront en contradiction totale avec les décisions prises sous forme de législations. De même, il ne faut pas croire que les détenteurs du pouvoir souverain sont soumis aux lois civiles. On peut en déduire un nouveau théorème : *on a tort de se contenter des dispositifs éducatifs tels que nous les avons reçus des responsables*. On constate invariablement que l'affirmation, l'objet ou le contexte, qui est un point capital, a subi de grands changements (pour ne pas dire des manipulations). Presque toutes les autres instances ont aussi été le résultat de plusieurs modifications.

Il reste à ajouter que le cercle des idéologues avait compris le rôle de diriger ses intérêts en livrant les différends à toute pensée éclairée :

- **L'histoire** : il vaut mieux ne pas étudier l'histoire que de l'étudier sous une forme déformée, car une histoire falsifiée engendre un peuple faux, qui ne conviendrait à aucune civilisation sur terre. On parle alors d'humanité perdue.

- **La fausse nourriture des croyances** : la politisation de la religion et la religion de la politique, dans le but de parfaire le processus de démolition qui repose sur les ruines de l'histoire. On parle alors d'humanité dopée.
- **La mystification de la vérité** : le mirage n'a jamais été de l'eau, sauf pour ceux qui ont désespérément besoin de boire. De la même manière, les gens sont dupés par de faux projets qui ne servent jamais l'avenir. On mystifie pour convaincre du principe qui va opposer le discours à la réalité. On observe des améliorations et des modifications légères, affectant tantôt une partie, tantôt une autre, mais pas de changements considérables et simultanés.
- **L'oppression (les émeutes)** : la force persiste et peut s'étendre jusqu'à la guerre. Bien que certaines agitations permanentes de la société fassent basculer les valeurs, ce qui est désigné par la colonisation et la guerre, la violence devient l'incarnation de la justice, qui est à son tour un caractère important pour l'équilibre social. Il est presque certain qu'une lutte sociale incessante dont est faite l'histoire, vient d'être dominée, à cause de certains privilèges nécessaires uniquement pour maintenir le droit de la force.
- **La rhétorique et la promesse** (les portes sans clés et les chambres sans issue) : amalgamer la crise avec des projets sérieux est une finalité qui commande l'emploi des moyens. Dans le cas des discours administratifs, le pouvoir suppose également que le système dispose des moyens d'existence qui seuls lui permettront de maintenir l'audience en vie. Un seul discours aura plusieurs auditions. Il peut même y avoir des noms de noms et séparer la pensée d'un corps qui écoute. Cela pourrait être refoulé, autant que possible, hors du droit public et de la politique.

Il faut enfin souligner que des expressions telles que « *au lieu de cela, celui-ci se serait mieux* » prenaient la direction de la société au profit de manifestations dérisoires, dans une quête de gains politiques ou d'évaluations narcissiques. Les conditions signalées vont toutes dans le sens d'une conjecture égocentrique, mais révèlent que l'argent représente cet espace de lutte où s'affrontent le pour et le contre.

La vie sociale, composée des éléments les plus divers a été malgré tout préférentielle pour les idées. Ce sont les pouvoirs qui font la loi. Il ne faut pas établir entre les faits les connexions que l'on imaginerait volontiers. Si plusieurs rédacteurs de la république ont cherché à mettre en évidence des lois idéales, un bulletin relativement homogène a été distribué à toutes les catégories. Des adhésions ont été sollicitées et obtenues de manière préférentielle. Tout semblait idéal dans les discours et les écrits officiels, mais sur le terrain, les citoyens étaient une famille abandonnée. Ce n'est plus l'incarnation des voix référendaires qui constitue la vie sociale, mais c'est le référent idéologique qui anime les convictions personnelles.

À ce niveau, le système fait la différence entre deux catégories de personnes : la première croit aux slogans des gouverneurs (*l'amour du pays, l'identité nationale, les écoles de la république...*), et la seconde parle de la réalité politique (*chômage, discrimination, inégalité, manipulation...*). Dans la première catégorie, le pouvoir a affaire à un exil volontaire ; dans la seconde, il a affaire à une lutte sans merci. Ce qui pouvait choquer les deux catégories est l'idée que le pays est enrichi par ses différences et que les dilemmes existants sont naturels. Il faut

toujours se méfier des mains extérieures qui menacent l'unité nationale et la fraternité constitutionnelle. Ces techniques s'exercent sur une citoyenneté fragile, une forme de propagande qui cible le choix et l'analyse. Elle entretient la peur et sème le trouble et la honte sur le plan psychologique et social. Le titre de la loi a même été modifié, passant de « *Loi républicaine* » à « *Loi nationale* ». Il s'agit ici d'une question purement politique, et les valeurs patriotiques des partis n'ont rien à voir.

Dans ses assemblées générales et les circulaires envoyées, le pouvoir se contente de considérer que la valeur publique d'un homme (*celle attribuée par la constitution*) correspond à la dignité et est ce qui est décidé par la présidence et l'armée.

— **Mais peut-on sérieusement croire qu'une valeur humaine est possible sans une éducation honnête, qui ne dépend pas des lieux ou des personnes ?**

Il est vrai que cette question n'a eu qu'une réponse partielle.

Quelques fonctions souveraines n'ont pas consenti à donner son vrai sens au mot « valeur », qui signifie l'alliance entre la morale des citoyens et la société qu'ils produisent. Il ne s'agit pas de détruire les valeurs historiques. C'est ce qui fonde cet esprit particulièrement significatif et ce sentiment national sans lesquels toute stratégie séparatiste serait vaine. Les valeurs patriotiques qui nous sont chères sont en nous, sous la forme d'une idée, d'un comportement, d'un sentiment de sécurité qui ne contredit pas l'État en tant qu'organisation officiellement reconnue par les voix référendaires et les institutions parlementaires.

Une fois de plus, le public est obligé de s'interroger sur de nombreux points essentiels. Ces discussions philosophiques et culturelles ont eu un écho dans les institutions. Le cercle des idéologues avait bien compris le rôle du peuple dans l'intégration de ses diverses décisions politiques. Cependant, il est vrai que beaucoup de citoyens appelés à partager satisfaction et manque aspiraient à donner un régime convenable à chaque progrès naturel de l'unité humaine. La justice, l'égalité, la tolérance, l'éthique sont l'ensemble des qualités qui vivent en chaque citoyen, et leur usage est encadré par l'État comme force de cohésion.

Accuser l'État d'avoir trahi ses engagements envers les citoyens ne peut être qu'un déséquilibre au niveau de la citoyenneté elle-même. La politisation de la vie, qui a souvent une valeur de promesse, a marqué une transformation radicale des catégories politico-philosophiques de la pensée classique (Agamben, 1997), car elle revient toujours à s'incarner institutionnellement. Le même mot (*l'État*) est donc pris dans un sens inverse (*à la place de la volonté publique*). Cette suprématie des règles universelles semble céder la place à une conception sociale contrôlée d'une part, et à une souveraineté civile d'autre part.

6. L'idée qui mène l'histoire ! Faits et Médias

Pour les puissants, il n'y a que des petits journaux et de mauvaises émissions une fois détachés de l'emprise du système. Les chaînes de télévision financées par diverses formes choisiront cette devise : « *L'État, c'est le sol* ». Mais le pouvoir, c'est aussi le sang qui coule dans les institutions. Cette pensée se manifeste sur n'importe quelle information, en essayant d'en faire le fondement de toute société sous la forme de l'État. Pour ce dernier, cela signifie une citoyenneté conditionnelle.

C'est une citoyenneté contestée par diverses voies : manipulation, contrainte, dissimulation des vérités, discrimination, promesses infinies. Les propos sont sans doute excessifs, mais c'est l'image réelle dans laquelle se meut l'information, prise dans l'abîme des enjeux politiques. L'analyse de ses modalités et de ses enjeux se présente comme une mobilité en fonction des variables instrumentalisées, ce qui pourrait être perçu comme une prophétie. On a pu apprécier la double ambition moralisatrice des rapports médiatiques qui plaisent aux gouverneurs et déplaisent aux citoyens.

En cherchant la forme concrète des mots, les télévisions se sont senties rédactrices de l'information. Elles se sont senties modernistes et traditionalistes lorsqu'on a essayé de donner de leur apparition une interprétation en désaccord avec cette réalité concrète. Les médias font un grand tapage qui génère beaucoup de silence. Ainsi, les actions humaines deviennent un ensemble de médiations, non pas une autonomie de pensée dans ses prises de position. L'homme, dans son originalité, est créé par l'amour, et son existence dépend du sentiment sublime d'amour et de partage qu'il forme. La référence aux valeurs humaines est neutre sur le fond et parfaite dans la forme.

- Mais quand le message idéologique l'envahit, tout est empoisonné, tout devient une guerre.
- Pourquoi se battre ?
- Pourquoi chercher l'argent pour l'argent ?
- Pourquoi la haine entre nous ?

Ce sont des questions qui n'attendent pas de réponse, car l'objectif est d'exprimer une négation et des interjections de gémissement et d'avertissement. Attention, danger ! La télévision est devenue la caverne de Platon où les téléspectateurs sont enchaînés et fascinés par des images. Celles-ci ne disent pas que le noir est noir, mais quelque chose qui n'est pas blanc. Voilà de quoi les médias ont peur : *la précision et la clarté*. Un bien précis est un butin bien partagé, loin de toute dangerosité relationnelle. Un comportement clair est facile à négocier et à critiquer pour entrevoir un changement dans n'importe quelle situation inadéquate.

Reconnaissons par le biais des médias nos valeurs existantes, dont certaines coïncident avec des valeurs dites modernes, tandis que d'autres s'éloignent notablement du type informationnel. Nous pouvons même dire qu'elles prennent une forme de « *culture révolutionnaire* », car elles s'alimentent de tout ce qui est traditionnel. C'est là qu'une disposition se présente comme un défi aux stratégies de l'écran.

Pour autant, les intérêts intellectuels et moraux de la vie sociale sont dominés par les intérêts médiatiques, qui, d'un point de vue pragmatique, se révèlent sous forme de potentialités défensives. Ce sont eux qui seront les humbles causes qui donneront aux sociétés leur gré et leur goût. Ne mettons pas la charrue avant les bœufs en suspendant ces causes premières à l'un de leurs effets éventuels. L'actualité a défini un certain ordre d'émission qui n'a peut-être jamais existé pour construire et faire avancer la société, pas même pour des messages pédagogiques, et qui peut-être ne se produira jamais. Mais la nature des propos véhiculés a engendré des multitudes de directions inutiles dans une société en convulsion permanente.

Ce sont ces médias qui doivent définir la vraie culture de la fausse culture, et vanter les avantages d'être dans la « culture de la ligne droite », qui entend d'ailleurs les vérités révélées de manière immorale. Ainsi s'exprime quotidiennement le droit constitutionnel. Des émissions analysent considérablement les constats amers tirés de cette réalité, les principes et la vie de ces nombreuses images produites chaque jour. Toujours préoccupé de parler de sociétés florissantes, on voile l'état dégénéré de sa propre patrie (*écoles, universités, travail, solidarité nationale...*).

Des dégrèvements sont compensés par une absurdité flagrante. Une stratégie d'information suppose que l'information à transmettre à la transaction pédagogique a été bien pensée et formalisée par des messages allusifs qui ne ciblent jamais un problème précis. Le décompte des catégories de réponses, selon la parenté thématique, ne symbolise que des intérêts individuels et communautaires, comme ceux des moniteurs réguliers du provincialisme politique et monétaire. Il est intéressant de constater qu'il y a toujours des différences au sein d'une même unité. C'est là que se résume le sens de l'irréalité que les téléspectateurs perçoivent de l'audimat fréquent. La volonté affirmée que les citoyens peuvent avancer malgré leurs différences, est contredite par les mêmes mobiles mis en place pour réduire les ambitions dans une société fonctionnant selon des mécanismes de clanisme et de népotisme forgés en termes d'information.

On peut alors se demander quelle signification a l'information dans une société où toutes les valeurs ont diminué, au point de se retrouver devant des programmes inutiles. Des images colorées mais sombres, des réalités voilées de sens, des valeurs attaquées, des convictions intimes profanées. Le résultat : des personnes inutiles qui cèdent à des compromis malgré les dérapages médiatiques, et le prix à payer est l'incompréhensibilité et la vie dans un « *puzzle* ». Le progrès technique a facilité l'accroissement matériel, mais n'a pas suffi à rendre les sociétés suffisamment raisonnables pour se prémunir contre un risque d'effondrement (Diamond, 2006). Ce n'est pas parce qu'ils sont le fondement du problème social, mais parce qu'il s'agit de la mort de toute capacité critique, une fois fragilisée par une activité insignifiante.

Il fallait cependant reconnaître à l'information une origine fondée et une expression claire qui ne dépendaient ni d'exigences personnalisées ni de propriétés privées, mais seulement de la réalité telle qu'elle est.

Conclusion

C'est donc dans la mesure où le pouvoir imprescriptible se place dans un système d'information pour articuler la structure de l'image dite « vivante » qu'il décrit non pas ce que l'homme est, mais ce qu'il peut vivre dans cette caverne médiatique. Son choix est aliéné, son goût subit des manipulations qui contredisent ceux de son voisin. On essaie de nommer les choses de nouveau dans leur contexte, mais on est systématiquement incompris sur le fonctionnement central de la réciprocité dans la vie sociale.

L'homme ne peut jouer que dans l'orbite dessinée par l'écran. De la même manière, il devra jouer avec le monde, mais jamais loin d'un rapprochement suggéré par le noyau de la réflexion informationnelle. Quant aux convictions, on a besoin de la loi pour garantir les droits, et ces derniers sont des comportements déterminés par les lois en tant que force

commune. Mais cette interaction loi/droit usurpe d'abord des expressions subjectives lorsqu'elle conteste avoir cherché à faire une genèse consciente de l'échange. La loi est la bouche qui convient au droit, et le droit est l'image qu'il faut à la loi. La finalité ne pouvait être comprise qu'à la lumière de l'infini dans les limitations de la raison brisée, afin qu'elle apprenne à entendre avec les yeux des manipulateurs.

La totalité sociale n'est donc pas une unité transcendante telle qu'elle est idéologiquement envisagée. C'est un système de « pour et contre » qui s'organise autour du « *gouvernement politique des autres* » et du « *gouvernement de soi-même* ». C'est-à-dire la manière par laquelle il se transforme librement en réponse à des actes unilatéraux, ou plus précisément dans ses variations sur ce qui suscite encore aujourd'hui de l'incertitude concernant la réalité politique et culturelle d'une société et le tragique social. Cela nous mène à étendre le concept de critique au-delà de toute limite possible : *entrer dans un vrai dialogue pour négocier un compromis, et ne pas accepter un comportement sans la moindre compréhension*. Les formes de coopération sociale comportent une infinité d'actions et de réactions qui s'organisent autour de la quête humaine et de la cause sociale. Ce sont des mécanismes où se manifeste la conformité avec l'opinion du pouvoir en place. Le faisceau central des forces correspond à la mission de l'organisation officielle (*société, État*), qui permet de représenter notre sécurité collective, notre fierté nationale, notre grandeur extérieure.

Cette entité irréductible ne fait pas de différence entre une grande et une petite affaire. L'État est là pour centraliser l'anarchisme et le détacher de toute image caricaturale et implicitement liée à la violence. Cela permet ensuite d'enquêter sur les expériences et d'en tirer des décisions sociocritiques. Le rapport médias-société détermine aussi le rapport culture-médias. Les manières de procéder aux relations mutuelles de dépendance entre les êtres organisés et la vie publique doivent répondre aux questions les plus générales.

Le concept fonctionnaliste de système, ébranlé par l'inconscient des individus, sera représenté par une enquête sur les connexions factuelles qui bâillonnent le pays. L'enjeu central du discours médiatique, dans sa forme la plus dominante, est principalement identitaire. C'est le moment où les institutions pédagogiques appellent désespérément à freiner l'agitation parlementaire, à mettre plus d'ordre, de sérieux et de puissance dans les projets de société.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la stratégie complexe au service de la société, qui n'est pas à mi-chemin de la tyrannie locale aux mains de fonctionnaires trop zélés et omnipotents. Au contraire, elle s'avère correcte dans sa globalité, ce qui est mieux confirmé que d'un point de vue instrumental. À l'exemple de plusieurs actions et réactions du mouvement social, les individus demandent plus de stabilité et d'indépendance. Cette demande est formulée par le pouvoir suprême, conservateur de l'unité sociale et dépositaire des identités culturelles et religieuses. Il est le réalisateur des programmes nationalistes qui commencent par une ébauche de vastes esquisses par lesquelles les valeurs intimes de chaque personne se conservent et se renouvellent dans la liberté et la dignité.

Pour couronner le tout, il faut savoir que la mémoire collective est première par rapport à la mémoire individuelle. Une fois ces principes posés, tous les témoignages de l'humanité relatent les conditions dans lesquelles ils se trouvent. Cependant, cette démarche peut facilement enfreindre les idéologies racistes et xénophobes.

Si cet effort est le fruit de la défense commune, il faut supposer que les moyens sont trouvés malgré le mépris, la concurrence et les envies. Pour y parvenir, il faut que les différents groupes de la société s'attirent au lieu de se repousser, que chacun s'ouvre au lieu de s'isoler et ne fasse pas d'effort pour empêcher ses membres de s'allier avec ceux des groupes voisins. Une société où les libertés de chacun seraient fixées et garanties pourrait devenir un outil de sanction contre la pensée unique.

Dans les exemples discutés, nous avons vu que chez des êtres plus ou moins éloignés, un même but est atteint et une même fonction est accomplie par des organes en apparence semblables, mais qui ne le sont pas en réalité. D'autre part, il est de règle générale dans la société qu'un même but soit atteint par les moyens les plus divers, même chez des groupes ayant d'étroites affinités.

La dissémination des graines des idéologies est favorisée par l'information, par la conversion de leurs capsules en une enveloppe idéologique sous forme de nationalisme, par leur situation au centre d'un carré composé de parties diverses. Cette surface est rendue nutritive, revêtue de couleurs voyantes pour attirer l'attention des groupes stables. Cela est dû à l'existence de tous les témoignages de l'histoire humaine sur les conditions dans lesquelles ils s'assemblent, quelles que soient les variétés. Cela est également dû à l'existence d'ailerons et d'aigrettes si variés qu'ils en font les jouets du moindre courant d'air.

Références

- AGAMBEN, Giorgio (1997). *Le pouvoir souverain et la vie nue*. Paris : Seuil.
- DIAMOND, Jared (2006). *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Paris : Gallimard.
- DUHEM, Pierre (1990). *Sauver les phénomènes : Essai sur la théorie physique de Platon à Galilée*. Paris : Vrin.
- GREISCH, Jean (1994). *Ontologie et temporalité. Esquisse d'une interprétation intégrale de Sein und Zeit*. Paris : PUF, Coll. « Épiméthée ».
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4810262s.texteImage>
- LÉVI-STRAUSS, Claude (1999). *Race et histoire*. Paris : Éditions Denoël.
- MESURE, Sylvie et SAVIDAN, Patrick (2006). *Dictionnaire des sciences humaines*. Paris : PUF.
- REEVES, Hubert ; ROSNAY, Joël de ; COPPENS, Yves ; SIMONET, Dominique (1996). *La plus belle histoire du monde : Les secrets de nos origines*. Paris : Éditions du Seuil.
- SAINTEs, Amand (1848). *Histoire critique du rationalisme en Allemagne depuis son origine à nos jours*. Paris : Librairie de Brockhaus et Avenarius, 2^e édition.
- THUAN Trinh Xuan (2011). *Le Cosmos et le Lotus*. Paris : Albin Michel.

Pour citer cet article

Amrane DJOUDI, « L'Histoire et son usage : Entre le sens et la conscience, l'énigme des Archives », *Paradigmes*, vol. VIII, n° 04, septembre 2025, p. 283-296.